



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 11 avril 2017 (3^{ème} séance)

Délibération n° COM 2017-04-03 /35

OBJET: Projet d'animations du territoire : « le Nord Grande-Terre, Terre d'émotions »

L'an deux mille dix-sept, le onze avril à 18h36, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie du Moule sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-six (26)

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Prisca, M. CORNEILLE Denis, Mme DELORD Jocelyne, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, Mme MEKIEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme RAMASSAMY Yvelle, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Zéro (0)

CONSEILLERS EXCUSES : Zéro (0)

CONSEILLERS ABSENTS : Dix (10)

M. BARDAIL Jean, M. DARTRON Jean, M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, Mme LAUG Caroll, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MANETTE Sandra, M. MARCEL Edmond, M. MITEL Florent.

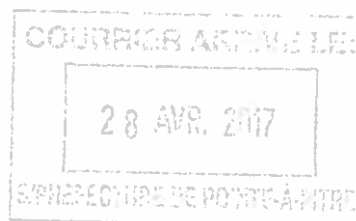
A été élue secrétaire de séance : Mme JASMIN Victoire

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L. 5211-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;



Considérant qu'il est proposé de mettre en place un événement incluant de multiples animations sur le territoire à l'attention de différents publics, avec pour objectifs de :

- Créer du lien entre les agents des 6 collectivités (5 communes et CANGT) ;
- Faire naître le sentiment d'appartenance au territoire ;
- Mettre en lumière l'identité cannière du territoire ;
- Faire connaître le patrimoine du territoire communautaire et plus spécifiquement la Boucle du Nord Grande-Terre ;
- Fédérer autour d'activités sportives et de plein air ;
- Mettre en place un temps fort annuel sur le territoire du Nord Grande-Terre.

Considérant que cet événement sera réalisé avec l'appui d'un professionnel pour que ce village soit au mieux en adéquation avec les objectifs visés.

Considérant que le coût global de cet événement n'a pas encore été évalué.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

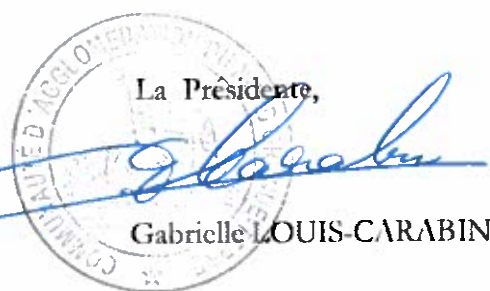
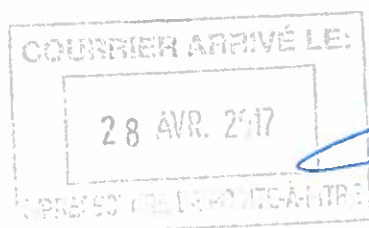
DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser l'organisation de la manifestation « *le Nord Grande-Terre, Terre d'émotions* ».

ARTICLE 2 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre et le comptable public sont chargés, tous deux en ce qui les concerne de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe-la-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.